

Le rôle diplomatique secret de Google dénoncé par Julian Assange

Guillaume Champeau

26 octobre
2014



JULIAN ASSANGE

Dans un livre publié en septembre dernier, le fondateur de Wikileaks décrit en profondeur le rôle diplomatique joué très discrètement mais efficacement par Google, en particulier dans les pays arabes. Pour Julian Assange, Google est devenu une officine au service des intérêts américains, notamment grâce à sa filiale Google Ideas dirigée par Jared Cohen.

"Personne ne veut reconnaître que Google a beaucoup grandi et en mal. Mais c'est le cas". En septembre dernier est paru chez [OR Books](#) le livre *When Google Met Wikileaks*, écrit par Julian Assange. Le magazine *Newsweek* en publie cette semaine de très longs extraits, dans lesquels le fondateur de Wikileaks décrit avec minutie le rôle de l'ombre joué par Google dans la politique internationale des Etats-Unis. Le passage est véritablement passionnant, et mérite d'être lu. Il est étayé par des documents, dont beaucoup avaient fuité sur Wikileaks, qui donnent corps à l'analyse.

En résumé, Julian Assange estime qu'à travers l'action très politique de deux responsables de Google, son président Eric Schmidt et le beaucoup plus discret Jared Cohen, la firme de Mountain View est devenue une officine diplomatique au service des intérêts américains. Elle accomplirait une version modernisée du [soutien qu'apportait la CIA aux dictateurs](#) d'Amérique du Sud pendant la guerre froide. Il ne s'agit plus aujourd'hui de soutenir les régimes autoritaires contre les tentations communistes du peuple, mais de soutenir les rebelles contre les régimes autoritaires islamiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Déguisé sous des traits humanitaires, l'objectif fondamental reste toutefois le même : défendre le libéralisme économique et les intérêts stratégiques américains.

Le libéralisme économique étant perçu comme une résultante des droits de l'Homme, il suffirait de défendre la liberté d'expression, de faciliter la communication entre les hommes et de mettre en valeur toutes formes de libertés individuelles pour que le libéralisme économique s'impose de lui-même. A cet égard, Internet est une aubaine. On sait que l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) a ainsi [financé un clone de Twitter à Cuba](#), ou tenté d'imposer des réseaux sociaux en [Afghanistan, au Kenya ou au Pakistan](#).

Jared Cohen, l'homme de l'ombre des révolutions arabes

De son côté, Google a fondé [Google Ideas](#), une structure méconnue dont l'agenda est exclusivement politique. Il s'agit de voir "*comment la technologie peut permettre aux gens de faire face à des menaces en étant confrontés au conflit, à l'instabilité et la répression*". L'organisation est dirigée par [Jared Cohen](#), un ancien conseiller

diplomatique de Condoleeza Rice et d'Hillary Clinton au ministère des affaires étrangères du gouvernement américain.

Selon sa [fiche Wikipedia](#), Jared Cohen est un jeune spécialiste (33 ans) de l'anti-terrorisme, de la "contre-radicalisation", du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, des libertés sur Internet, et de "*l'encouragement à l'opposition dans les pays répressifs*". Il fut considéré l'an dernier [par TIME](#) comme l'une des 100 personnalités les plus influentes, tandis que le [New Yorker](#) lui avait consacré dès 2007 un portrait élogieux, qui rappelle qu'il s'était rendu en Iran pour aider l'opposition dès ses jeunes années d'étudiant.

L'activité de Cohen au sein de Google Ideas lui a valu jusqu'aux inimités de Stratfor, l'officine privée très influente et proche du pouvoir [dont les e-mails avaient fuité en 2011](#) sur Wikileaks, valant au pirate-informateur pas moins de [10 ans de prison](#). Ils voyaient l'activité diplomatique de Google comme une forme de concurrence.

Dans un courriel interne cité par Julian Assange, [daté du 27 février 2012](#), le responsable aux renseignements de Stratfor avait parlé en ces termes d'un projet confidentiel de Jared Cohen de se rendre dans les semaines suivantes à la frontière entre l'Iran et l'Azerbaïdjan :

Google a le soutien et la protection aérienne de la Maison Blanche et du Département d'Etat. En réalité, ils font des choses que la CIA ne peut pas faire. Mais je suis d'accord avec toi. Il va se faire kidnapper ou se faire tuer. C'est ce qui pourrait arriver de mieux pour exposer le rôle secret qu'a Google pour faire mousser les soulèvements, pour être franc. Le gouvernement US pourra prétendre qu'il ne savait rien, et c'est Google qui tiendra le sac de merde.

Dans son livre, Julian Assange décrit par ailleurs toute une galaxie de fondations et associations qui sont directement ou indirectement liées à Google Ideas et à la diplomatie américaine, fondées ou rejointes par Jared Cohen. Parmi elles figurent [Movements.org](#), créé par Cohen, qui a fusionné avec [Advancing Human Rights](#). Or ce choix n'est pas neutre. AHR a été fondé par Robert Bernstein, qui a démissionné en 2010 de la prestigieuse association [Human Rights Watch](#) qu'il avait pourtant fondée. Il reprochait à HRW d'avoir été trop critique contre les violations des droits de l'homme par Israël. Par opposition, Advancing Human Rights ne s'intéresse donc qu'aux "[sociétés fermées](#)", fermant les yeux sur des régimes critiquables aux apparences plus démocratiques.

Un pouvoir d'influence sans précédent ?

De là à dire que Google Ideas protège aussi les intérêts israéliens en aidant à déstabiliser les puissances arabes voisines, il n'y a qu'un pas que Julian Assange prend garde de ne pas franchir. Il met toutefois en garde contre [le pouvoir d'influence politique de Google](#), qui joue aussi bien sur [des faits de société](#) que sur des enjeux beaucoup plus stratégiques.

"*Google est perçu comme une entreprise essentiellement philanthropique*", écrit Assange. Mais, fait-il remarquer, si une entreprise militaire privée comme [Academi](#) (anciennement Blackwater) "*avait un programme tel que Google Ideas, ça lui vaudrait un examen critique intense*" auquel Google échappe, grâce à son image de bienfaiteur de l'Internet.

"*Les aspirations géopolitiques de Google sont fermement mêlées dans celles de l'agenda des affaires étrangères de la plus grande superpuissance mondiale. A mesure que le monopole de Google sur la recherche et les services Internet s'accroît (...), son influence sur les choix et les comportements sur la totalité des être humains se traduit en un véritable pouvoir d'influer sur le cours de l'histoire*".

Guillaume Champeau

»» <http://www.numerama.com/magazine/31048-le-role-diplomatique-secret-de-...>